



PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le 28 SEP. 2017

Unité départementale d'Indre-et-Loire

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

Tél. : 02.47.46.49.20. – Fax : 02.47.46.63.89
Courriel : ud37.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PAPETERIES PALM à Descartes
Dossier de réexamen IED

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

1. – Contexte réglementaire

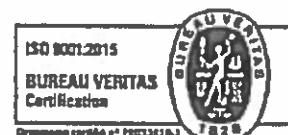
La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive), adoptée le 24 novembre 2010, est entrée en vigueur le 7 janvier 2011.

Cette directive est issue de la fusion de sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite directive IPPC, reprise au chapitre II de la directive 2010/75/UE.

Pour rappel, la directive IPPC avait notamment été transposée en droit français par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement. Ce texte a été abrogé le 7 janvier 2014.

Le chapitre II de la directive IED a été transposé en droit français par l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 et le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 avec la création de la section 8 intitulée « Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » dans les parties législative et réglementaire du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Sauf cas particuliers, les établissements qui relevaient précédemment de la directive IPPC entrent dans le champ d'application de la directive IED. L'ensemble de ces établissements a été sollicité et invité à se positionner au regard du classement au titre des rubriques « 3000 », à identifier la rubrique « 3000 » principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) ou le document BREF (Best Reference Documents) associés avant le 5 novembre 2013.

De plus, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen de ces établissements et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen. L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit quatre ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les MTD associées à la rubrique « 3000 » principale.

L'établissement PAPETERIES PALM de Descartes est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatives à la directive IED.

En application de cette directive, l'exploitant a proposé à monsieur le préfet d'Indre-et-Loire, par courrier en date du 4 novembre 2013 d'appliquer à son établissement comme rubrique principale la rubrique 3610 « Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier et/ou de papier ou carton ». Monsieur le préfet d'Indre-et-Loire en a pris acte par courrier du 27 janvier 2014.

Les conclusions sur les MTD associées à cette rubrique sont celles du document BREF intitulé « PP – Industries papetières ».

La parution le 30 septembre 2014 au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision établissant les conclusions sur les MTD associées à la rubrique 3610 a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site de Descartes et a imposé à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement.

Ce dossier de réexamen a été transmis à la préfecture le 29 septembre 2015 et complété, après examen par l'inspection, le 12 janvier 2017 et le 25 septembre 2017.

2. – Présentation de l'établissement

2.1. – Description de l'établissement

La société PAPETERIES PALM exerce sur son site de Descartes diverses activités concourant à la production, à partir de fibres cellulosiques de récupération, de papier destiné à être transformé en carton ondulé.

L'entreprise présente une capacité de production actuelle de 210 000 tonnes par an de papier pour ondulé assurée par deux machines à papier (MAP8 et MAP9).

Le site est en production 361 jours par an. Il n'y a, en général, que 4 jours d'arrêt par an : le jour de Noël et 3 jours d'arrêt technique complet du site. Il est à préciser que chaque machine est arrêtée 12 h par mois pour un arrêt technique.

Le site est localisé à 700 m à l'ouest du centre-ville de Descartes le long de la rive droite de la rivière « Creuse ».

La surface totale du site est de 94 252 m².

2.2. – Situation administrative de l'établissement

L'actualisation du classement présente dans le dossier de réexamen indique que le site est visé par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
2430.2	Fabrication de la pâte à papier. Pâte autre que chimique, y compris le désencrage des vieux papiers.	sans	A
2440	Fabrication de papier.	750 t/j au maximum 230 000 t/an 630 t/j en moyenne	A
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers-cartons. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1 000 m³.	19 400 m³	A
2910.A.1	Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel. La puissance thermique maximale des installations étant supérieure à 20 MW.	2 chaudières de 23,2 MW et 19,7 MW, soit 42,9 MW	A
2910.B.2	Installation de combustion fonctionnant au biogaz et au gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 0,1 MW mais inférieure à 20 MW.	1 chaudière de 4,6 MW	E
2921.a	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. La puissance thermique évacuée étant supérieure ou égale à 3 000 kW.	4 tours de 387 kW, 1 977 kW, 1 977 kW et 2 557 kW, soit 6 898 kW	E
3610.a	Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou autres matières fibreuses.	750 t/j	A
3610.b	Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	750 t/j	A
1414.3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	1 potelet GPL	DC
1530.3	Stockage de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	7 000 m³	D
2564.A.2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l.	1 fût de 208 l	DC
2640.2.b	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux ou naturels. La quantité de matière utilisée étant supérieure ou égale à 200 kg/j mais inférieure à 2 t/j.	350 kg/j de colorant brun	D
4510.2	Stockage et emploi de substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	produits divers (en 2 cuves et 8 IBC) ~47 t	DC

(*) : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôles périodiques)

Au regard des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement, le site est visé par les rubriques suivantes de la nomenclature « loi sur l'eau » :

Rubrique	Désignation des opérations	Caractéristiques	Classement
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	forage dans l'aquifère Cénomanien	D
1.1.2.0.2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an.	~40 000 m³/an	D
2.1.3.0.2	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an	quantité maximale de matières sèches 180 t/an quantité maximale d'azote total 12 t/an	D
2.1.5.0.2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	surface du site ~9,5 ha	D
2.2.3.0.1.a	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0. Le flux total de pollution brute étant supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	paramètres concernés : MES, DBO ₅ , DCO, azote total, phosphore total, AOX, métaux, hydrocarbures	A

3. – Analyse du dossier de réexamen

3.1. – Respect de l'arrêté préfectoral

L'activité de papeterie est exercée sur le site depuis 1857. Elle est réglementée aujourd'hui par l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 autorisant la société SEYFERT DESCARTES à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé, cet arrêté ayant abrogé les prescriptions techniques des actes administratifs antérieurs.

Cet arrêté a été complété ou modifié par les arrêtés suivants :

- APC n° 18183 du 22 août 2007 autorisant la détention et l'utilisation de sources radioactives scellées (devenu sans objet, les sources radioactives ne relevant plus des installations classées),
- APC n° 18412 du 1^{er} août 2008 autorisant le déplacement du point de rejet des effluents industriels dans la rivière « Creuse »,

- APC n° 18575 du 14 mai 2009 autorisant l'épandage des boues de la station d'épuration,
- APC n° 18671 du 16 novembre 2009 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,
- APC n° 19187 du 13 avril 2012 actualisant le classement des activités exercées sur le site,
- APC n° 19234 du 16 mai 2012 modifiant la surveillance des rejets aqueux (paramètre Pb et composés),
- APC n° 20019 du 14 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières et aux quantités maximales de déchets dangereux stockées sur le site,
- APC n° 20205 du 14 octobre 2015 portant prévention du risque légionellose,
- APC n° 20242 du 7 décembre 2015 portant dérogation « fin de vie » pour les installations de combustion.

Il est à préciser que plusieurs courriers de la préfecture et de l'inspection ont pris acte de modifications de prescriptions à apporter à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2005 lors d'une modification ultérieure de celui-ci.

3.1.1. - Évolution de la production

Le site est autorisé pour une production moyenne annuelle de 600 tonnes par jour et maximale de 750 tonnes par jour (article 1.2.2), ce qui correspond à une production annuelle moyenne de 219 000 tonnes (sur une base de 365 jours de production par an).

La production du site des dernières années est la suivante :

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production annuelle (tonnes)	141231	141215	156402	171710	160646	154386	171472	177895	158555	189349	193001	202618	197101
Production journalière moyenne (tonnes/jour)	387	387	428	470	440	423	470	487	434	519	529	555	540

La production moyenne de papier du site sur cette période est de 170 429 tonnes par an (467 tonnes par jour).

Globalement, la production est croissante depuis 2004. Elle suit l'évolution du marché et varie en fonction de la capacité effective de production de l'usine.

L'objectif de production du site pour les prochaines années est fixé à 230 000 tonnes par an en moyenne (630 tonnes par jour en moyenne). Cet objectif ne constitue pas une modification notable et substantielle des conditions d'exploitation, puisque cela reste dans les seuils autorisés précédemment.

3.1.2. - Eau

3.1.2.1. - Consommation

L'eau consommée sur le site provient de trois origines différentes :

- un prélèvement dans la rivière « Creuse » principalement pour la fabrication de la pâte à papier,
- un forage pour la production de vapeur,
- le réseau public pour les usages domestiques.

La consommation du site des dernières années est la suivante :

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Creuse (m³)	955328	1043708	1131178	1344133	1381984	1476160	1417561	1401576	1323658	1425117	1443539	1485624	1477394
Forage (m³)	46030	43519	37448	47326	48032	31965	41920	35479	31587	30149	31896	31369	30733
Réseau (m³)	-	-	53586	52139	68567	80537	59348	58902	54430	55433	62863	55435	54561

Les prélèvements dans la rivière « Creuse » sont directement liés à la fabrication de la pâte à papier.

Les consommations en eau de forage diminuent de façon progressive. Ceci est dû à l'optimisation de la gestion des fuites de vapeur.

Concernant le réseau public, les consommations restent stables.

L'arrêté préfectoral d'autorisation (article 3.1.1.3.2) limite le prélèvement dans la rivière « Creuse » à 180 m³/h d'utilisation. Ce prélèvement est interdit lorsque le débit de la rivière est inférieur à 6 m³/s.

Le suivi de paramètre sur la période 2009-2016 donne les résultats suivants :

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
% de dépassements seuil de 180 m³/h	41	38	6	10	11	5	21	20
Consommation eau « Creuse » (m³/an)	1476160	1417561	1401576	1323658	1425117	1443539	1485624	1477384
Production (t/an)	154386	171472	177895	158555	189349	193001	202618	197101
Ratio de consommation eau « Creuse » / tonne produite (m³/t)	9,6	8,3	7,9	8,3	7,5	7,5	7,3	7,5

Ce tableau montre que, sur la période 2009-2016, l'évolution de la production de papier du site (augmentation de 28 % en 8 ans) s'est accompagnée d'une optimisation de l'utilisation de l'eau (diminution de 22 % du ratio de consommation), pour un prélèvement dans la rivière « Creuse » sensiblement identique (augmentation de 1 124 m³, soit 0,1%). Pour l'année 2016, ce prélèvement se situe à 171 m³/h en moyenne.

Compte-tenu des objectifs de production (230 000 tonnes par an), l'exploitant sollicite une augmentation du seuil de prélèvement dans la rivière « Creuse » de 180 m³/h à 200 m³/h d'utilisation. En contrepartie, l'exploitant se fixe un objectif d'optimisation de l'utilisation de l'eau à 7,4 m³/t. Considérant le moindre impact de la hausse de ce prélèvement sur la rivière « Creuse » (inférieur à 0,01 % du débit d'étiage de la rivière « Creuse »), l'inspection des installations classées propose d'accorder cette hausse du débit de pompage.

Au regard des rubriques IOTA, cette augmentation du débit de pompage n'a aucune influence sur ces dernières, ce prélèvement n'atteignant pas le seuil de classement de la rubrique 1.2.1.0 de la nomenclature correspondante.

3.1.2.2. - Rejets aqueux

Six points de rejet sont présents sur le site :

- 1 rejet en aval de la station d'épuration du site dans la rivière « Creuse »,
- 2 rejets d'eaux pluviales des toitures dans la rivière « Creuse »,
- 2 rejets d'eaux de ruissellement prétraitées dans la rivière « Creuse »,
- 1 rejet d'eaux usées dans le réseau d'assainissement collectif de la commune de Descartes.

Les effluents industriels rejetés dans la rivière « Creuse » (point de rejet n° 1 ci-dessus) sont limités à 3 600 m³/jour par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article 3.1.6.3 - tableau 1).

L'examen des résultats des dernières années fait ressortir des dépassements des débits rejetés dans la rivière. Toutefois, compte-tenu des efforts de stabilisation du fonctionnement des machines à papier effectués, le nombre de dépassements est en régression : 25 en 2014 contre 133 en 2012.

Arguant du fait que la station d'épuration du site a été dimensionnée pour un débit moyen de rejet de 3 900 m³/j et un débit maximal de 4 500 m³/j et que les objectifs de production sont à la hausse, l'exploitant sollicite une augmentation du débit journalier maximal rejeté dans la rivière « Creuse » de 3 600 m³/j à 4 000 m³/j.

Le débit de la rivière « Creuse » (la référence étant le QMNA5) serait augmenté de 0,04 % via cette hausse du rejet. Les données fournies par l'exploitant démontrent que l'augmentation du débit de rejet et donc du flux de substances polluantes dans la rivière « Creuse » ne décline pas la qualité de celle-ci. L'inspection des installations classées propose d'accorder cette hausse du débit de rejet.

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux du site sur la période 2005-2014 (prise en compte du démarrage de nouvelle station d'épuration en 2005) montrent que les valeurs limites d'émission (en concentration et en flux) fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (article 3.1.6.3) sont globalement respectées pour les paramètres suivants :

- pH (relevé journalier) : aucun dépassement,
- DBO₅ (mesure hebdomadaire) : 1 seul dépassement (concentration et flux),
- DCO (mesure journalière) : 3 dépassements (concentration et flux),
- phosphore total (mesure hebdomadaire) : 1 seul dépassement (concentration et flux),
- indice phénols (mesure semestrielle) : pas de dépassement,
- hydrocarbures totaux et composés organiques halogénés (mesure semestrielle) : pas de dépassement.

Les résultats de cette même surveillance des rejets aqueux montrent que les valeurs limites d'émission (en concentration et en flux) fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (article 3.1.6.3) ne sont pas intégralement respectées pour les paramètres suivants :

- température (relevé journalier) sur la seule période 2008-2014 : 94 dépassements,
- MEST (relevé journalier) : 36 dépassements en concentration et 26 en flux,
- azote total (mesure hebdomadaire) sur la seule l'année 2014 (jusqu'à l'année 2013, seul l'azote réduit était suivi) : 12 dépassements en concentration et 8 en flux.

L'exploitant explique ces dépassements par les raisons suivantes :

- température : interventions sur les tours aéroréfrigérantes,
- MEST : périodes des arrêts de production,
- azote total : oxygénation trop forte du bassin d'aération d'où une dénitrification qui n'est pas optimale.

Depuis 2014, l'exploitant a engagé une optimisation de la station de traitement, notamment sur la phase de dénitrification avec un ajustement de l'apport de nutriments (acide phosphorique et ammoniacale). Les résultats obtenus sur l'année 2015 (4 dépassements en concentration et 3 en flux) et l'année 2016 (9 dépassements en concentration et 8 en flux) montrent une amélioration de la situation.

Cette amélioration n'ayant pas été jugée suffisante, l'exploitant a décidé de réguler le taux d'oxygène dans le bassin d'aération par la mise en place d'une variation de vitesse sur les surpresseurs d'air avec asservissement au taux d'oxygène dans le bassin. Cette disposition sera effective en décembre 2017.

Le site a fait l'objet de l'action RSDE (rejets de substances dangereuses dans l'eau) et l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19934 du 16 mai 2012 a prescrit une surveillance

pérenne du plomb et de ses composés. Compte-tenu des résultats obtenus (teneurs inférieures à 2 µg/l), monsieur le préfet d'Indre-et-Loire a, par courrier du 22 octobre 2013, accédé à la demande de l'exploitant de suspendre cette surveillance pérenne.

L'arrêté préfectoral d'autorisation a prescrit (article 3.1.7.1) une mesure annuelle des substances visées aux annexes IV(a), IV(b), IV(c1) et IV(c2) de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000. Seuls, l'acide chloroacétique et l'arsenic étaient concernés. Compte-tenu que ces 2 substances n'ont été décelées qu'à des concentrations inférieures aux seuils de quantification des méthodes d'analyse, l'exploitant a, par courrier du 6 décembre 2006, sollicité l'exonération de cette mesure annuelle. Par courrier du 16 février 2007, l'inspection a accordé une suite favorable à cette requête.

Par ailleurs, les eaux pluviales issues du bassin de récupération du parking expéditions situé en partie est du site rejoignent, après passage dans un séparateur à hydrocarbures, la rivière « Creuse ». Aucune valeur limite d'émission n'a été fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant indique qu'un suivi annuel de ce rejet pourra dorénavant être réalisé, comme pour le rejet des eaux pluviales issues des parkings VP, VL et PL.

3.1.3. - Air

Les principaux rejets canalisés du site sont les suivants :

- l'évacuation des gaz de combustion issus des chaudières,
- l'évacuation de la vapeur d'eau des opérations de séchage,
- la torchère de brûlage du biogaz produit par la station d'épuration du site.

Il est à préciser que la torchère est utilisée uniquement en secours en cas d'arrêt de la chaudière biogaz.

Les conditions de rejet des effluents atmosphériques fixées par l'arrêté préfectoral (articles 3.2.3.2 et 3.2.3.3) n'ont pas fait l'objet de dépassement lors du fonctionnement au gaz naturel.

Le fioul lourd n'a été utilisé que ponctuellement : en mars 2005 comme solution de secours (interruption sur la fourniture de gaz pendant 7 jours), en juin 2008 (essai technique sur 2 jours) et en mars 2013 (vidage définitif de la cuve de fioul lourd sur une quinzaine de jours).

Seuls, 2 dépassements ont été constatés en mars 2013 sur l'une des chaudières lors de l'utilisation du fioul lourd comme combustible.

Il est à noter, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW, que l'exploitant bénéficie d'une dérogation « fin de vie » pour l'utilisation des deux chaudières existantes, lesquelles sont limitées à 17 500 h par an et ce, jusqu'au 31 décembre 2023. De plus, cette exploitation, en particulier pour les valeurs limites d'émission, se fait dans les conditions de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2005.

La société DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE (DBI) vient récemment d'être autorisée (arrêté préfectoral n° 20490 du 2 juin 2017) à exploiter une unité de cogénération gaz sur le site. Cette unité produira la vapeur utilisée par la papeterie. De ce fait, les installations de combustion de la papeterie ne seront que ponctuellement utilisées dans un premier temps pour être définitivement arrêtées et démantelées ensuite.

3.1.4. - Déchets

L'exploitant assure la collecte et le tri des déchets dangereux et non dangereux. Le tableau suivant présente les tonnages générés sur la période 2008-2014 :

Code	Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Déchets dangereux								
13 00 00*	Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires)	4,3	11,1	18,8	6,0	8,8	3,6	20,1

Code	Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Déchets dangereux								
15 00 00*	Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements non spécifiés ailleurs	0,0	0,0	17,4	36,2	7,6	4,2	4,6
16 00 00*	Déchets non décrits ailleurs dans la liste	20,3	11,8	20,6	8,1	12,2	8,8	7,2
20 00 00*	Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des industries) y compris les fractions collectées séparément	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	4,5	0,2
Sous-total déchets dangereux (tonnes)		24,7	23,2	56,9	50,7	28,8	21,2	32,1
Déchets non dangereux								
03 00 00	Déchets provenant de la production de pâte à papier, de papier et de carton	22331	18470	20029	18712	18154	18897	18707
15 00 00	Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements non spécifiés ailleurs	16	6	17	8	0	28	30
20 00 00	Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des industries) y compris les fractions collectées séparément	0	0	0	0	0	68	120
Sous-total déchets non dangereux (tonnes)		22347	18477	20046	18720	18155	18993	18858
Total (tonnes)		22372	18500	20103	18771	18184	19014	18890

Les déchets non dangereux et notamment les refus de tri des matières premières (balles de papier), les déchets de pulpe et les boues de la station d'épuration constituent la majorité des tonnages gérés sur le site.

Depuis 2008, avec l'amélioration du tri des déchets à la source, l'achat de vieux papiers de meilleure qualité et l'optimisation des procédés, la tendance des tonnages de déchets est à la baisse.

Les filières de reprise des déchets sont multiples. Parmi les tonnages les plus importants, les refus de tri des balles de papier (environ 16 000 tonnes/an) partent en enfouissement (absence de filière de valorisation énergétique à proximité). Les déchets de pulpe (environ 2 670 tonnes/an) sont valorisés en compostage. Les boues de la station d'épuration sont pour une partie épandues (environ 370 tonnes/an) et pour l'autre partie réutilisées pour réensemencement de méthaniseurs (environ 240 tonnes/an).

3.1.5. - Bruit

Le contrôle des émissions sonores est réalisé tous les 3 ans en application de l'arrêté préfectoral (article 3.4.4).

Les mesures réalisées en 2005, 2010 et 2013 (en 8 points) ont mis en évidence des dépassements en zone à émergence réglementée ainsi qu'en limite de propriété, tant en période diurne qu'en période nocturne.

Une étude acoustique de l'ensemble du site a été réalisée en septembre 2015. Cette étude a mis en évidence un certain nombre de sources sonores significatives prioritaires. En 2016, les premiers travaux ont été réalisés (mise en place de silencieux sur les extractions des cheminées des machines à papier).

En novembre 2016, une étude complémentaire a été réalisée. Cette étude a conduit à confirmer les sources prioritaires à traiter. Les travaux nécessaires ont été engagés en 2017 et devraient, selon l'exploitant, être terminés pour le mois de mai 2018.

Le site ne fait pas l'objet de plaintes de bruit.

3.1.6. - Pollution des sols et des eaux souterraines

Jusqu'en 2012, le site ne faisait pas l'objet d'une surveillance des eaux souterraines. En octobre 2012, deux piézomètres (Pz1 et Pz2) ont été réalisés lors d'une étude géotechnique menée au sud-est du site.

Dans le cadre de l'élaboration du rapport de base, ces deux piézomètres ont été complétés par trois autres (PzA, PzB et PzC) en mai 2015. Des investigations sur les sols ont également été menées sur 42 sondages.

L'examen et les conclusions sur ce point sont développés plus avant dans le présent rapport (cf. paragraphe 4 - Analyse du rapport de base).

3.1.8. - Investissements

Les principaux investissements environnementaux réalisés sur la période 2004-2014 ont été les suivants :

Année	Modifications
2004	Reconstruction de la station d'épuration
2005	Modification du prélèvement en « Creuse »
2006	Installation d'un déchiqueteur en sortie d'une machine à papier
2007	Installation d'un poste de relevage en sortie de la station d'épuration
2008	Remplacement de la chaudière biogaz
2009	Modification du point de rejet de la station d'épuration Remplacement de plusieurs bacs de rétention
2010	Installation d'un brûleur mixte sur la chaudière biogaz Installation d'une presse pour les déchets fibreux Rénovation du bassin séparateur des eaux pluviales Reconstruction de l'installation acide et soude de la chaufferie
2011	Installation d'une citerne de GPL et remplacement de la cuve d'acide phosphorique Remplacement des chariots élévateurs au fioul par des chariots gaz
2012	Remplacement des surpresseurs de biogaz
2013	Aménagement de l'aire de stockage des bennes de déchets Reconstruction du stockage des huiles
2014	Modification de la protection contre les effets de la foudre Installation de silencieux sur les pompes à vide

Au total, ces modifications représentent des investissements d'un peu plus de 4,6 millions d'euros, ce qui représente environ 13 % des investissements globaux réalisés.

3.2. - Comparaison avec les MTD du BREF

3.2.1. - Rejets eau

Les rejets d'eau sont pris en compte dans les MTD 10 et MTD 45 (tableau 18) du BREF « PP - Industries papetières » qui est le BREF principal du site. Ces MTD fixent les niveaux d'émission admissibles (NEA-MTD) aux rejets industriels.

La circulaire non publiée du 16 mai 2007 portant sur l'actualisation des arrêtés préfectoraux relatifs aux papeteries avait pour objet notamment d'imposer le respect de flux annuel, mensuel et journalier pour les paramètres DCO, DBO₅ et MES.

Les principes de calcul ont donc été retenus pour fixer les flux journaliers, mensuels et annuels ci-dessous dans la colonne NEA-MTD, en prenant en compte les productions journalière moyenne (630t/j sur 365 jours) et annuelle moyenne (230 000 t/an).

Les concentrations ont été calculées en prenant en compte le flux maximal journalier et le débit maximal autorisé.

L'inspection des installations classées propose de retenir les valeurs les plus sévères des différents textes s'appliquant à la papeterie.

Le tableau ci-après reprend les différentes valeurs d'émission s'appliquant au site :

Paramètre		NEA-MTD 45 BREF PP JOUE 30/09/2014	VLE AP 17/05/2005	VLE AM 03/04/2000	VLE proposée (*)
DCO	flux spécifique (kg/t) (1)	0,4 – 1,4	4	6	1,4
	concentration maximale (mg/l)	sans	667	sans	560
	flux maximal jour (kg/j)	2250	2400	sans	2250
	flux maximal mois (kg/mois)	34900			34900
	flux maximal annuel (kg/an)	322000			322000
MES	flux spécifique (kg/t) (1)	0,02 – 0,45	0,7	1,5	0,4
	concentration maximale (mg/l)	sans	117	sans	105
	flux maximal jour (kg/j)	643	420	sans	420
	flux maximal mois (kg/mois)	10000			10000
	flux maximal annuel (kg/an)	92000			92000
DBO ₅	flux spécifique (kg/t) (1)	sans	0,7	1,5	0,7
	concentration maximale (mg/l)	sans	117	sans	105
	flux maximal jour (kg/j)	1125	420	sans	420
	flux maximal mois (kg/mois)	17450			17450
	flux maximal annuel (kg/an)	161000			161000
Azote total (en N)	flux spécifique (kg/t) (1)	0,008 – 0,09	sans	sans	0,09
	concentration maximale (mg/l)	sans	30	30	30
	flux maximal (kg/j)	145	108	sans	110
	flux maximal mois (kg/mois)	2250			2250
	flux maximal annuel (kg/an)	20700			20700
Phosphore total (en P)	flux spécifique (kg/t) (1)	0,001 – 0,008	sans	sans	0,008
	concentration maximale (mg/l)	sans	10	10	3
	flux maximal (kg/j)	13	36	sans	13
	flux maximal mois (kg/mois)	200			200
	flux maximal annuel (kg/an)	1840			1840
Composés organohalogénés adsorbables (AOX)	flux spécifique (kg/t)	sans objet	sans	sans	sans
	concentration maximale (mg/l)	sans	5	sans	5
	flux maximal (kg/j)	sans	18	sans	8

Paramètre		NEA-MTD 45 BREF PP JOUE 30/09/2014	VLE AP 17/05/2005	VLE AM 03/04/2000	VLE proposée (*)
Hydrocarbures totaux (HCT)	concentration maximale (mg/l)	sans	10	10	10
	flux maximal (kg/j)	sans	36	sans	40
Indice phénols	concentration maximale (mg/l)	sans	0,3	0,3	0,3
	flux maximal (kg/j)	sans	1,1	sans	0,8
Métaux (Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg)	concentration maximale (mg/l)	sans	sans	sans	10
	flux maximal (kg/j)	sans	sans	sans	40

(*) en gras : modifications à apporter à l'arrêté préfectoral du 17/05/2005
(1) en moyenne annuelle

De plus, le tableau ci-après reprend les fréquences d'analyses s'appliquant au site :

	NEA-MTD 10 BREF PP JOUE 30/09/2014	Fréquence AP 17/05/2005	Fréquence AM 03/04/2000	Fréquence proposée (*)
débit, température et pH	en continu	en continu	en continu (sauf température et pH)	en continu
DCO	journalière	journalière	journalière (*)	journalière
MES	journalière	journalière	journalière (*)	journalière
DBO ₅	hebdomadaire	hebdomadaire	journalière (*)	hebdomadaire
Azote total (en N)	hebdomadaire	hebdomadaire	sans	hebdomadaire
Phosphore total (en P)	hebdomadaire	hebdomadaire	sans	hebdomadaire
Indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents, et contrôles microscopiques de la biomasse	périodique	sans	sans	hebdomadaire (***)
Hydrocarbures totaux (HCT)	sans	semestrielle	journalière (**)	trimestrielle
Composés organohalogénés adsorbables (AOX)	bimestrielle	semestrielle	journalière (**)	trimestrielle
Teneur en P et N de la biomasse	périodique	sans	sans	semestrielle (***)
Indice phénols	sans	journalière	journalière (**)	semestrielle
Métaux (Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg)	annuelle	sans	sans	annuelle

(*) en gras : modification à apporter à l'arrêté préfectoral du 17/05/2005

(**) cette fréquence peut être moindre (cf. article 14 de l'arrêté ministériel)

(***) en cas de dysfonctionnement de la STEP, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance rapproché sur l'ensemble des paramètres constituant la biomasse, notamment la teneur en N et P

3.2.2. - Rejets air

Au regard de la MTD 8, l'exploitant applique une surveillance adaptée de ses installations de combustion.

Le fonctionnement des chaudières actuelles (cf. paragraphe 3.1.3 du présent rapport) respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2016 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW, ce texte n'étant pas en contradiction avec la MTD.

Compte-tenu du fait que les chaudières existantes, qui bénéficient de la dérogation « fin de vie », vont être remplacées prochainement (1^{er} trimestre 2018), l'inspection des installations classées n'a pas jugé nécessaire de rendre applicables à celles-ci les modalités de la surveillance des rejets imposées par la MTD 8.

3.2.3. - Émissions odorantes

Par la mise en œuvre de plusieurs techniques, tant au niveau de la fermeture des circuits d'eau (2 techniques) que de la station d'épuration (3 techniques), le site est conforme à la MTD 7, afin d'éviter et de réduire les émissions de composés odorants.

3.2.4. - Élimination des déchets

Le site est conforme à la MTD 12 relative à la gestion (limitation de la production) et l'élimination des déchets (choix des filières).

3.2.5. - Émissions sonores

Les techniques mises ou à mettre en œuvre par l'exploitant avant le 1^{er} octobre 2018 répondent aux exigences de la MTD 17 (cf. paragraphe 3.1.5 du présent rapport).

3.2.6. - Système de management environnemental

La MTD 1 du BREF « PP - Industries papetières » prévoit la mise en place et le respect d'un système de management environnemental.

La certification AFAQ 14001 niveau 2/3 a été obtenue le 11 mai 2015.

La certification du Système de Management de l'Environnement (SME) selon la norme ISO 14001 v. 2004 a été obtenue le 5 novembre 2015.

La certification du Système de Management de l'Énergie selon la norme ISO 50001 a été obtenue le 20 février 2016.

Le site respecte donc la MTD 1.

4. – Analyse du rapport de base

L'article L. 515-30 du code de l'environnement prévoit que les exploitants doivent en même temps qu'un dossier de réexamen déposer un rapport de base. Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sols et des eaux souterraines avec l'état du site lors de l'arrêt définitif. L'exploitant devra laisser le site dans un état comparable à celui décrit dans le rapport de base.

Ce rapport de base est dû lorsque l'exploitant utilise des substances ou mélanges dangereux (au titre du règlement CLP) et qu'il existe un risque de pollution des sols et des eaux souterraines sur le site d'exploitation.

L'exploitant a joint à son dossier de réexamen ce rapport de base.

Les investigations sur les sols, effectuées en mai 2015, ont consisté en la réalisation de 42 sondages (de 0,3 à 4 m de profondeur) implantés au droit du périmètre IED retenu à proximité des sources potentielles de pollution identifiées.

En octobre 2012, 2 piézomètres (Pz1 et Pz2) avaient été installés (10,5 m de profondeur) afin d'évaluer le niveau des eaux souterraines. Ces 2 piézomètres sont situés en amont à latérale hydraulique par rapport aux principales sources potentielles de pollution identifiées. Il est précisé que le piézomètre Pz1 ne rentre pas dans le périmètre IED.

En mai 2015, 3 nouveaux piézomètres (PzA, PzB et PzC) ont été mis en place au droit du périmètre IED :

- PzA (10 m de profondeur), implanté au nord-est du site, en amont hydraulique estimé du site,
- PzB (14 m de profondeur), localisé entre la centrale de raffinage et la chaufferie, en bordure aval hydraulique du site,
- PzC (10 m de profondeur), localisé au sud-ouest de la station d'épuration, en aval hydraulique du site.

Les résultats d'analyses des sols mettent notamment en évidence la présence d'anomalies marquées :

- en hydrocarbures C10-C40 au droit du sondage S7, réalisé au niveau de la rétention des cuves à fioul alimentant la chaudière de l'atelier de maintenance ;
- en PCB et en phtalates (représentés très majoritairement par le di(2-éthylhexyl) phtalate ou DEHP) au droit du sondage S40, réalisé au niveau de la station d'épuration et d'une zone remblayées avec des matériaux extérieurs (type déchets du bâtiment, comprenant notamment de nombreux débris plastiques, susceptibles d'être à l'origine de l'anomalie en phtalates identifiée).

Les résultats d'analyses des eaux souterraines mettent en évidence :

- la détection d'une concentration en nickel supérieure à la valeur maximale admissible pour l'eau potable (définie en annexe I de l'arrêté du 21 janvier 2007) au droit du piézomètre PzB ;
- notons qu'aucune anomalie en nickel n'a été identifiée dans les sols au droit des sondages réalisés ;
- pour les autres paramètres pour lesquels des valeurs de référence ont été considérées à titre indicatif, des concentrations inférieures à ces valeurs de référence au droit des 5 piézomètres ;
- au droit de Pz1, localisé en amont hydraulique du site hors périmètre IED, la détection de traces de trichloroéthylène ; aucune trace de ce composé n'est détectée dans les eaux souterraines au droit des piézomètres localisés dans le périmètre IED (concentrations inférieures à la limite de quantification du laboratoire) ;
- au droit de PzB, localisé en aval hydraulique du périmètre IED et de la zone de production, la détection de traces de toluène et de xylène ;
- au droit de PzB, localisé en aval hydraulique du périmètre IED et de la zone de production, la détection de magnésium et de sodium en concentrations nettement supérieures à celles mesurées au droit de PzA (en amont hydraulique du périmètre IED) et de PzC (en aval hydraulique du périmètre IED et de la station d'épuration) ;
- au droit de PzB et PzC, localisés en aval hydraulique du périmètre IED, la présence de légères traces d'ammonium (concentrations peu significatives, restant proches du seuil de quantification du laboratoire).

En comparaison aux résultats d'analyses sur les sols, les anomalies en hydrocarbures totaux C10-C40, en phosphates, en cadmium, en cuivre, en plomb, en zinc, en fer et en PCB détectées localement dans les sols ne sont pas retrouvées dans les eaux souterraines au droit des piézomètres investigués.

Le bis(2-éthylhexyl) phtalate (ou di(2-éthylhexyl) phtalate ou DEHP) détecté en concentration significative dans le sol au droit du sondage S40 (secteur de la station d'épuration) n'a pas été recherché dans les eaux souterraines du fait de sa très faible solubilité dans l'eau.

Comme suite à l'examen de ce dossier, au vu de la pollution existante diffuse et hétérogène qui nécessite un suivi et conformément à l'article R. 515-60-I du code de l'environnement,

suivi annuel (pendant un minimum de 5 ans) des eaux souterraines et décennal des sols. Ce suivi sera effectué selon les modalités suivantes :

Pour les eaux souterraines : en périodes de hautes et basses eaux, sur les 4 piézomètres (PzA, PzB, PzC et Pz2) :

- métaux : Al, Cd, Co, Cu, Mg, Na, Ni, Pb, Zn,
- hydrocarbures C10-C40,
- BTEX,
- COHV,
- PCB,
- ammonium,
- phosphates,
- phthalates (pour PzC seul).

Pour les sols : sur les secteurs et aux profondeurs du tableau suivant :

Secteurs	Sondages	Analyses
Maintenance	1 sondage à 2 m de profondeur	hydrocarbures C10-C40 métaux (As, Cd, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn)
Raffinage / fabrication	1 sondage à 2 m de profondeur	hydrocarbures C10-C40 métaux (As, Cd, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn)
Chaufferie / sous-station EdF	2 sondages à 3 m de profondeur	hydrocarbures C10-C40 métaux (As, Cd, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn) polychlorobiphényles (PCB)
Station d'épuration	2 sondages à 3 et 5 m de profondeur	hydrocarbures C10-C40 métaux (As, Cd, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn, Fe) polychlorobiphényles (PCB) phthalates (dont phthalate de bis(2-éthylhexyl))

5. – Dérogation

Considérant que toutes les conclusions sur les MTD du BREF « PP - Industries papetières » pouvaient s'appliquer sans difficulté à son établissement, la société PAPETERIES PALM n'a pas formulé de demande de dérogation, au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement.

6. – Propositions de l'inspection des installations classées

En application du I de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, les prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 modifié devaient être réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnée à l'article R. 515-61.

Au terme de l'instruction, l'inspection des installations classées propose de modifier certaines prescriptions, en particulier celles relatives au tableau de classement des activités exercées, à la consommation d'eau, aux niveaux d'émission et à la surveillance des rejets aqueux (eaux pluviales et effluents industriels) et à la surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines.

En conclusion, l'inspection propose qu'en application de l'article R.181-39 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport soit soumis préalablement à l'avis des membres du CODERST.

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement des Territoires et des Installations Classées